

Staf Centrale Coördinatie
Cellule de Coordination centrale

Afdeling Algemene Administratieve Diensten
Division des Services administratifs généraux

Staf Coördinatie
Cellule de Coordination

Administratie Kanselarij en Voorlichting
Administration de la Chancellerie et de l'Information

Afdeling Kanselarij
Division de la Chancellerie

Afdeling Communicatie en Ontvangst
Division de la Communication et de l'Accueil

Administratie Buitenlands Beleid
Administration des Affaires étrangères de la Flandre

Afdeling Buitenlands Beleid binnen Europa
Division des Affaires étrangères - Pays européens

Afdeling Buitenlands Beleid buiten Europa
Division des Affaires étrangères - Pays non européens

Informatieambtenaar
Fonctionnaire chargé de l'Information

Ombudsman
Médiateur

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand du 28 avril 1998 modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 novembre 1993 portant organisation du Ministère de la Communauté flamande et statut du personnel, en ce qui concerne l'entité Gestion et Contrôle de l'Informatique.

Bruxelles, le 28 avril 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 1230

[S - C - 98/29182]

14 AVRIL 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant et complétant l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et des échelles des grades du personnel des Centres psycho-médico-sociaux de l'Etat

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation relative à l'enseignement, notamment l'article 9;

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1^{er}, modifié par les lois des 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 et par le décret du 27 décembre 1993;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 1995;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique et protestante des établissements d'enseignement primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 septembre 1994;

Vu l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement du 25 novembre 1996;

Vu le protocole du 12 février 1998 contenant les conclusions des négociations menées au sein du Comité de secteur IX;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 21 janvier 1998;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions, donné le 23 janvier 1998;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 16 mars 1998,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le chapitre B « Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement primaire » de l'article 2 de l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et des échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, les termes de la rubrique « maître de religion » sont remplacés par les termes suivants : « maître de religion catholique ou protestante ».

Art. 2. Dans le même chapitre B du même article 2 de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, les dispositions a) à g) de la rubrique « maître de religion israélite » sont remplacés par les dispositions suivantes :

- | | |
|--|-------|
| « a) qui possède la qualité ou la dignité de ministre du culte | 206/2 |
| b) porteur du diplôme d'instituteur primaire, délivré après un cycle de deux années d'études de l'enseignement supérieur de plein exercice et de type court, et complété par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré primaire, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire | 206/2 |
| c) porteur de tout titre requis, autre que ceux visés en a) et b) et complété par douze mois de services dans l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, quel que soit l'âge à partir duquel ces services ont été prestés. La durée desdits services est calculée conformément aux dispositions de l'article 85 du statut fixé par l'arrêté royal du 22 mars 1969. Ces douze mois de services dans l'enseignement ne sont pas comptés pour la fixation de l'ancienneté pécuniaire | 206/2 |
| d) porteur de tout titre requis, autre que ceux visés en a) et b) et non complété par les douze mois de services, dont question sous c); le traitement, fixé dans l'échelle prévue sous b), est amputé du montant d'une annale jusqu'au premier jour du mois qui suit la date à laquelle la condition, relative aux douze mois de services, est remplie | — » |

Art. 3. Dans le même chapitre B du même article 2 de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, une rubrique « maître de religion orthodoxe », libellée comme suit, est insérée après la rubrique « maître de religion israélite » :

- « Maître de religion orthodoxe :
- | | |
|--|-------|
| a) qui possède la qualité de ministre du culte | 206/2 |
| b) porteur du diplôme d'instituteur primaire, délivré après un cycle d'au moins deux années d'études de l'enseignement supérieur de plein exercice et de type court | 206/2 |
| c) porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur | 206/2 |
| d) porteur d'un des titres requis autres que ceux visés sub a), b) et c), complété par douze mois de services dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, quel que soit l'âge à partir duquel ces services ont été prestés. La durée desdits services est calculée conformément aux dispositions de l'article 85 du statut fixé par l'arrêté royal du 22 mars 1969. Ces douze mois de services dans l'enseignement ne sont pas comptés pour la fixation de l'ancienneté pécuniaire | 206/2 |
| e) porteur de tout titre requis, autre que ceux visés sub a), b) et c), non complété par les douze mois de services, dont question sous d); le traitement fixé dans l'échelle prévue sous d), est amputé du montant d'une annale jusqu'au premier jour du mois qui suit la date à laquelle la condition, relative aux douze de mois de services, est remplie | — » |

Art. 4. Dans le chapitre C « Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré inférieur » du même article 2 de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, les rubriques « Professeur de religion » et « Professeur de religion israélite » et les dispositions qu'elles comprennent sont remplacées par les dispositions suivantes :

- « Professeur de religion catholique, protestante ou orthodoxe :
- | | |
|---|-------|
| a) porteur d'un titre requis | 216 |
| b) porteur du diplôme d'instituteur primaire ou d'un titre du niveau secondaire supérieur | 206/3 |
| c) porteur de tout autre titre | 206/2 |

Régime transitoire

a)	nommé à cette fonction, porteur d'un titre autre que celui d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur et qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle de l'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur	216
b)	nommé à cette fonction et qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle d'instituteur primaire	206/2
c)	qui possède la qualité de ministre du culte et qui bénéficiait au 31 mars 1972 de l'échelle 145400 augmentée de 4 p.c. après quatre années de services admissibles et de 15 p.c. après quinze années de services admissibles :	
—	si, à la date du 1 ^{er} janvier 1973, il ne vivait pas en communauté au sens de l'article 30 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement tel qu'il a été modifié par la loi du 11 juillet 1973, ou s'il compte vingt années de services ou plus dans l'enseignement	240
—	si, à la date du 1 ^{er} janvier 1973, il vivait en communauté au sens de l'article 30 précité et ne compte pas vingt années de services dans l'enseignement	290
d)	nommé à cette fonction et qui bénéficiait, à la date du 31 mai 1998, de l'échelle octroyée à l'agrégé de l'enseignement secondaire du degré supérieur	415
Professeur de religion israélite :		
a)	porteur d'un titre requis, autre que celui visé sub b)	216
b)	porteur du certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire inférieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le rabbin attaché au Consistoire	206/3

Régime transitoire

—	nommé à cette fonction et qui bénéficiait, à la date du 31 mai 1998, de l'échelle octroyée à l'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur	415 »
---	--	-------

Art. 5. Dans le chapitre D « Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré supérieur » du même article 2 de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, les termes de la rubrique « professeur de religion » sont remplacés par les termes « professeur de religion catholique ou protestante » et les points a) à d) qui figurent sous cette rubrique sont remplacés par les dispositions suivantes :

« a)	porteur d'un diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur	415
b)	porteur d'un diplôme de licencié	411
c)	qui possède la qualité de ministre du culte :	
—	si, à la date du 1 ^{er} janvier 1973, il ne vivait pas en communauté au sens de l'article 30 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement tel qu'il a été modifié par la loi du 11 juillet 1973, ou s'il compte vingt années de services ou plus dans l'enseignement	415
—	si, à la date du 1 ^{er} janvier 1973, il vivait en communauté au sens de l'article 30 précité et ne compte pas vingt années de services dans l'enseignement	495
d)	porteur de tout autre titre requis que ceux visés sous a), b), c)	245
e)	porteur d'un diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur	245 »

Art. 6. Dans le même chapitre D du même article 2 de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, une rubrique « professeur de religion orthodoxe » libellée comme suit, est insérée après la rubrique « professeur de religion israélite » :

« Professeur de religion orthodoxe :

a)	qui a la qualité de ministre du culte	415
b)	porteur d'un diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur	415
c)	porteur d'un diplôme de licencié	411
d)	porteur de tout autre titre requis	245 »

Art. 7. Le présent arrêté sort ses effets le 1^{er} septembre 1997, à l'exception des articles 2 et 4 qui entrent respectivement en vigueur le 1^{er} septembre 1998 et le 1^{er} juin 1998.

Art. 8. La Ministre-Présidente ayant l'éducation dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 avril 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 1230

[S - C - 98/29182]

14 APRIL 1998. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging en aanvulling van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inzonderheid op artikel 9;

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wetten van 27 juli 1971, 11 juli 1973, 19 december 1974, bij het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 en bij het decreet van 27 december 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, laatst gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke en protestantse godsdienst der inrichtingen voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, laatst gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 september 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, laatst gewijzigd bij het besluit van de Regering van 25 november 1996;

Gelet op het protocol van 12 februari 1998 houdende de besluiten van de onderhandelingen gevoerd binnen Sectorcomité IX;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 21 januari 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, gegeven op 23 januari 1998;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheids promotie;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 maart 1998,

Besluit :

Artikel 1. In hoofdstuk B "Bestuurs- en onderwijzend personeel van het lager onderwijs" van artikel 2 van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, worden de woorden van de rubriek "leermeester godsdienst" vervangen door de volgende woorden : "leermeester katholieke of protestantse godsdienst".

Art. 2. In hetzelfde hoofdstuk B van hetzelfde artikel 2 van het voormelde koninklijk besluit van 27 juni 1974, worden de bepalingen a) tot g) van de rubriek "leermeester israëlitische godsdienst" vervangen door de volgende bepalingen :

- | | | |
|------|---|-------|
| « a) | die de hoedanigheid of de waardigheid van dienaar van de eredienst heeft | 206/2 |
| b) | houder van het diploma van onderwijzer, uitgereikt na een cyclus van twee jaar studie in het hoger onderwijs met volledig leerplan en van het korte type, aangevuld met het getuigschrift van bekwaamheid voor het onderwijs israëlitische godsdienst in de lagere graad, uitgereikt door het "Consistoire central israélite de Belgique" en de grote rabbijn van België of de rabbijn, toegevoegd aan het "Consistoire" | 206/2 |
| c) | houder van elk ander vereist bekwaamheidsbewijs dan deze die bedoeld zijn onder a) en b), aangevuld met twaalf maanden diensten in het door de Staat georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, ongeacht de leeftijd vanaf welke die diensten werden gepresteerd. De duur van die diensten wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 85 van het statuut vastgesteld bij het koninklijk besluit van 22 maart 1969. Die twaalf maanden diensten in het onderwijs zijn niet meegerekend voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit | 206/2 |
| d) | houder van elk ander vereist bekwaamheidsbewijs dan deze die bedoeld zijn onder a) en b), niet aangevuld met de twaalf maanden diensten waarvan sprake onder c); de wedde, vastgesteld in de schaal bepaald onder b), wordt verminderd met het bedrag van de jaarlijkse verhoging tot de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop de voorwaarde betreffende de twaalf maanden vervuld is | — » |

Art. 3. In hetzelfde hoofdstuk B van hetzelfde artikel 2 van het voormelde koninklijk besluit van 27 juni 1974, na de rubriek "Leermeester israëlitische godsdienst", wordt een rubriek "Leermeester orthodoxe godsdienst" ingevoegd, luidend als volgt :

« Leermeester orthodoxe godsdienst :

- | | | |
|----|--|-------|
| a) | die de hoedanigheid van dienaar van de eredienst heeft | 206/2 |
| b) | houder van het diploma van onderwijzer, uitgereikt na een cyclus van ten minste twee jaar studie in het hoger onderwijs met volledig leerplan van het korte type | 206/2 |
| c) | houder van het diploma van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs | 206/2 |
| d) | houder van een ander vereist bekwaamheidsbewijs dan deze die bedoeld zijn onder a), b) en c), aangevuld met twaalf maanden diensten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, ongeacht de leeftijd vanaf welke die diensten werden gepresteerd. De duur van die diensten wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 85 van het statuut vastgesteld bij het koninklijk besluit van 22 maart 1969. Die twaalf maanden diensten in het onderwijs zijn niet meegerekend voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit | 206/2 |
| e) | houder van elk ander vereist bekwaamheidsbewijs dan deze die bedoeld zijn onder a), b) en c), niet aangevuld met de twaalf maanden diensten waarvan sprake onder d); de wedde, vastgesteld in de schaal bepaald onder d), wordt verminderd met het bedrag van de jaarlijkse verhoging tot de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop de voorwaarde betreffende de twaalf maanden vervuld is | — » |

Art. 4. In hoofdstuk C "Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs van de lagere graad" van hetzelfde artikel 2 van het voormelde koninklijk besluit van 27 juni 1974, worden de rubrieken "Leraar godsdienst" en "Leraar israëlitische godsdienst" en de bepalingen die erin vervat zijn, vervangen door de volgende bepalingen :

« Leraar katholieke, protestantse of orthodoxe godsdienst :

- | | | |
|----|---|-------|
| a) | houder van een vereist bekwaamheidsbewijs | 216 |
| b) | houder van het diploma van onderwijzer of van een bekwaamheidsbewijs van het hoger secundair niveau | 206/3 |
| c) | houder van elk ander bekwaamheidsbewijs | 206/2 |

Overgangsstelsel

- | | | |
|----|--|-------|
| a) | benoemd in dit ambt, houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan dat van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs en die op 31 maart 1972 de weddeschaal van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs genoot | 216 |
| b) | benoemd in dit ambt en die op 31 maart 1972 de weddeschaal van onderwijzer genoot | 206/2 |
| c) | die de hoedanigheid van dienaar van de eredienst heeft en die op 31 maart 1972 de schaal 145400 genoot, verhoogd met 4 pct. na vier in aanmerking komende dienstjaren en met 15 pct na 15 in aanmerking komende dienstjaren : | |
| — | indien hij, op de datum van 1 januari 1973, niet in gemeenschap leefde in de zin van artikel 30 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals het werd gewijzigd bij de wet van 11 juli 1973, of indien hij twintig dienstjaren of meer telt in het onderwijs | 240 |
| — | indien hij, op de datum van 1 januari 1973, in gemeenschap leefde in de zin van het voormelde artikel 30 en geen twintig dienstjaren in het onderwijs telt | 290 |
| d) | in dit ambt benoemd en die op de datum van 31 mei 1998, de weddeschaal genoot die toegekend was aan de geaggregeerde voor het secundair onderwijs van de hogere graad | 415 |

Leraar israëlitische godsdienst :

- | | | |
|----|---|-------|
| a) | houder van een ander vereist bekwaamheidsbewijs dan het bewijs bedoeld onder b) | 216 |
| b) | houder van het bekwaamheidsgetuigschrift voor het onderwijs israëlitische godsdienst van de lagere secundaire graad, uitgereikt door het "Consistoire central israélite de Belgique" en medeondertekend door de voorzitter van het "Consistoire central israélite de Belgique" en de grote rabbijn van België of de rabbijn, toegevoegd aan het "Consistoire" | 206/3 |

Overgangsstelsel

- | | | |
|---|--|-------|
| — | benoemd in dit ambt, en die op de datum van 31 mei 1998, de weddeschaal toegekend aan de geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs genoot | 415 » |
|---|--|-------|

Art. 5. In hoofdstuk D "Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs van de hogere graad" van hetzelfde artikel 2 van het voormelde koninklijk besluit van 27 juni 1974, worden de woorden van de rubriek "Leraar godsdienst" vervangen door de woorden "Leraar katholieke of protestantse godsdienst" en worden de punten a) tot d) die onder die rubriek vermeld zijn, vervangen door de volgende bepalingen :

- | | | |
|------|---|-----|
| « a) | houder van het diploma van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs | 415 |
| b) | houder van een diploma van licentiaat | 411 |

- c) die de hoedanigheid van bedienaar van de eredienst heeft :
- indien hij, op de datum van 1 januari 1973, niet in gemeenschap leefde in de zin van artikel 30 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals het werd gewijzigd bij de wet van 11 juli 1973, of indien hij twintig dienstjaren of meer telt in het onderwijs 415
 - indien hij, op de datum van 1 januari 1973, in gemeenschap leefde in de zin van het voormelde artikel 30 en geen twintig dienstjaren in het onderwijs telt 495
- d) houder van elk ander vereist bekwaamheidsbewijs dan deze die onder a), b), c) bedoeld zijn 245
- e) houder van een diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs 245 »

Art. 6. In hetzelfde hoofdstuk D van hetzelfde artikel 2 van het voormelde koninklijk besluit van 27 juni 1974, wordt na de rubriek "Leraar israëlitische godsdienst" een rubriek "Leraar orthodoxe godsdienst" ingevoegd, luidend als volgt :

« Leraar orthodoxe godsdienst :

- a) die de hoedanigheid van bedienaar van de eredienst heeft 415
- b) houder van een diploma van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs 415
- c) houder van een diploma van licentiaat 411
- d) houder van elk ander vereist bekwaamheidsbewijs 245 »

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 1997, met uitzondering van de artikelen 2 tot 4, die respectievelijk op 1 september 1998 en 1 juni 1998 in werking treden.

Art. 8. De Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid het onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 april 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector,
Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 1231

[C - 98/27299]

9 AVRIL 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux délégations de pouvoirs pour le service permanent d'assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 69, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, notamment l'article 71;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 décembre 1981 concernant les Cabinets des Ministres, Membres de l'Exécutif régional wallon, modifié par les arrêtés de l'Exécutif régional wallon des 27 janvier 1982, 6 février 1986, 11 mai 1988 et 1^{er} avril 1993 et par les arrêtés du Gouvernement wallon des 10 mars 1994, 6 avril 1995, 27 juin 1996, 27 février 1997, 26 juin 1997 et 27 novembre 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 avril 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 avril 1998;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 3 avril 1998,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par « Service » le Service permanent d'assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets créé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 1997 modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 décembre 1981 concernant les Cabinets des Ministres, Membres de l'Exécutif régional wallon.

Art. 2. Les montants prévus dans le présent arrêté couvrent la totalité de la dépense et s'entendent taxe sur la valeur ajoutée non comprise.